

Non à la terreur mémorielle à Marseille.

Pour le maintien de la place Robespierre !

A Monsieur Jean-Claude GAUDIN, Sénateur-Maire de Marseille. Hôtel de Ville.

C'est au nom de l'Association des professeurs d'histoire et de géographie (APHG) que je vous écris en tant que président de cette Association. Je m'exprime en leur nom collectif, en particulier au nom de la Régionale d'Aix-Marseille.

Permettez-moi, Monsieur le Sénateur Maire, d'exprimer ma vive indignation, à la suite de l'information concernant le projet de faire effacer par vos soins la plaque portant le nom de Robespierre des murs de Marseille, après l'échec d'une première tentative en 1999, sur une place du quartier de Mazargues, plaque installée depuis 1926, sans interruption, y compris sous le régime de Vichy !

Les citoyens que nous sommes, chargés par la République d'enseigner à toutes les générations, futurs citoyens et citoyennes, les symboles fondateurs de la République française, issus de la grande Révolution de 1789, vous demandent : de quel droit osez-vous faire cela ?

Qui vous permet d'effacer le nom de Robespierre, un des grands hommes de la Révolution qui a sauvé la France face à ses ennemis intérieurs et extérieurs, qui plus est dans une ville, mère du célèbre bataillon des Marseillais – dont la liste des victimes se trouve gravée sur une plaque à la mairie, sur le mur situé derrière votre fauteuil de Maire - chantant « La Marseillaise », hymne devenu celui de la nation depuis 1879 !

Effacer de nos murs à Marseille le nom de Robespierre, vous qui fûtes professeur d'Histoire, c'est effacer la Révolution, c'est gommer la République, c'est faire du négationnisme historique à propos d'un moment fondateur de la France contemporaine. Votre manière haineuse de présenter Robespierre « terroriste » date d'une période révolue, car l'historiographie a fortement évolué et la Terreur d'Etat a été relue par les historiens contemporains.

Nous vous demandons, une fois de plus, de retirer cette initiative qui est une insulte à Marseille, à la France, à l'Histoire, celle que nous avons la fierté et l'immense honneur d'enseigner à nos élèves, fils et filles de la Grande Révolution et de la République de 1792, celle que Robespierre contribua à faire émerger du chaos de l'Ancien Régime, celui de la monarchie absolutiste. C'est une demande de simple paix civile, celle pour la défense de laquelle vous venez d'être réélu, que nous vous demandons de respecter et de faire respecter dans votre ville.

L'APHG que je préside et qui représente la profession et des milliers de collègues, veillera à la décision que vous prendrez à sa demande.

Recevez, Monsieur le Sénateur-Maire, mes salutations républicaines les meilleures.

Bruno BENOIT.

Professeur des Universités. I.E.P. Lyon. Président de l'APHG.